

Le pacte de responsabilité - Une annonce en grande pompe pour des effets médiocres - par Charles-Henri Gallois



(REUTERS/Philippe Wojazer)

Annoncé en grande pompe il y a un peu plus de trois mois par François Hollande [1], relancé de nouveau avec l'allocution du remaniement, le pacte de responsabilité est censé révolutionner la compétitivité de nos entreprises et créer des milliers sinon des millions d'emplois. Tout le monde était dithyrambique, du Figaro en passant par le Medef [2], pourtant si enclins à critiquer les socialistes, à Valérie Pécresse qui exultait : "Chiche !" [3]. L'UMP est embêtée car il s'agit de son unique programme : la baisse des charges des entreprises. On appelle cela couper l'herbe sous le pied.

Beaucoup d'effets d'annonce, peu de résultats ?

Tout d'abord, comme pour les contreparties du TSCG ou les chiffres du chômage [4], le gouvernement devient un expert du bidouillage des chiffres. En effet, pour les contreparties du TSCG, le fameux pacte pour la croissance, Hollande annonçait 120 milliards d'euros dont plus de la moitié étaient des fonds déjà existants. Pour ces baisses de charges, l'effet d'annonce est de 30 milliards d'euros mais sont compris dedans les 20 milliards d'euros du CICE qui existent déjà. Il s'agit par conséquent d'une baisse réelle de 10 milliards d'euros.

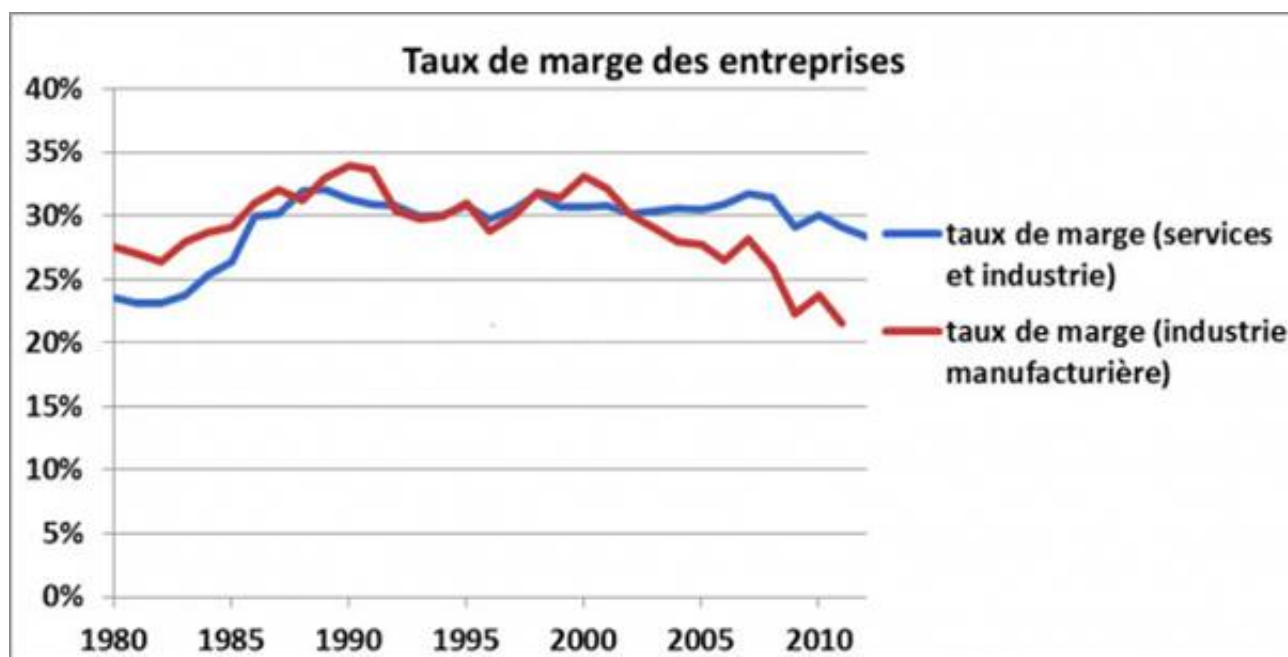
Les charges sociales qui pèsent sur le travail sont de l'ordre de 20,7% du PIB en France [5]. Par conséquent, nous avons environ 433 milliards d'euros de charges sociales sur le travail. Une baisse de 10 milliards d'euros correspond en vérité à une baisse de 2,3% des charges.

On a bien vu avec le CICE que cela n'a créé aucun emploi, objectif initialement affiché par le gouvernement. Le million d'emplois annoncé par Pierre Gattaz est une vaste plaisanterie pour toute personne ayant des notions de macroéconomie. Il ne faut pas oublier non plus que cette baisse des charges aux entreprises va devoir être financée et il est fort à parier que ce sont encore les ménages qui vont passer à la caisse.

De plus, avant d'embaucher ou même d'investir, les entreprises vont d'abord chercher à reconstituer leurs marges. En conséquence, en plus d'avoir un impact nul sur l'emploi, ce pacte aura sans doute un impact quasiment insignifiant en termes de croissance. Par conséquent, ce pacte est-il vraiment utile et efficace ? Est-ce un cadeau en pure perte fait aux entreprises ?

Des solutions inefficaces : le poids de l'UE et de l'euro

Personne ne peut contester que les entreprises françaises aient un problème de compétitivité avec des taux de marges à un niveau historiquement bas. Il faut à cet égard distinguer les taux de marges des services et ceux de l'industrie. En effet comme le montre le graphique ci-dessous issu d'un article de l'économiste Philippe Murer, on constate que le problème vient essentiellement de l'industrie [6]:



Pour être efficace, il aurait déjà fallu concentrer ces allègements de charges sur les secteurs industriels exposés à la concurrence internationale. C'est cependant interdit par les traités européens via les articles 107, 108 et 109 du TFUE. [7]

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Comme je l'ai exposé auparavant, ce pacte de responsabilité représente une baisse des charges de 2,3% : il s'agit d'une goutte d'eau par rapport à la compétitivité des entreprises au même moment où l'euro est surévalué de près de 30% par rapport à la compétitivité intrinsèque de notre économie. Les études économétriques montrent que la France est compétitive avec une parité d'un euro pour un dollar. Que représente une baisse de 2,3% des charges quand notre monnaie est surévaluée de 30% ?

Certains, comme M. Montebourg, veulent faire baisser l'euro. Outre que cela ne résoudrait en rien les problèmes de change fixe intra zone euro [8], c'est tout simplement impossible. En effet, la zone euro disposant d'un excédent de sa balance courante, l'Allemagne ne veut en aucun cas d'une monnaie dite faible et le pilotage du taux de change externe n'est pas dans les statuts de la BCE. Rappelons au passage que pour changer les traités européens relatifs à la BCE, il faudrait l'unanimité des pays signataires, ce qui n'arrivera jamais.

La seule solution, tous les économistes la connaissent : c'est le retour au franc. Loin des peurs développées par des politiques et pseudo-experts telles que la hausse du prix de l'essence (alors que plus 60% du prix de l'énergie est constitué de taxes) ; l'accroissement mécanique de la dette (alors que 97% de la dette française est en droit français et sera convertie automatiquement en monnaie nationale), la rationalité impose ce choix. L'euro est un dogme. Ses partisans, lorsqu'ils inventent des coûts d'une sortie de l'euro, oublient d'ailleurs tout le temps de chiffrer les coûts du maintien de l'euro, tels que le financement à pure perte de plans de sauvetage de l'euro [9] ou bien tous les coûts liés à la destruction de milliers d'emplois, destruction qui est la conséquence directe d'un euro surévalué.

La cosmétique du pacte de responsabilité comme celle du remaniement passe encore une fois à côté de l'essentiel : la remise en cause de la religion euro.

Charles-Henri GALLOIS

[Follow @CH Gallois](#)

//

[1] http://www.liberation.fr/economie/2014/01/14/le-pacte-de-responsabilite-nouveau-choc-pro-entreprise_972787

[2] <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/01/15/97002-20140115FILWWW00345-hollande-gattaz-salue-le-discours-d-hollande.php>

[3] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/01/07/97001-20140107FILWWW00267-pacte-de-responsabilite-chiche-pecesse.php>

[4] <http://www.upr.fr/actualite/france/les-artifices-statistiques-de-la-baisse-du-chomage-quand-la-boite-outils-presidentielle-se-transforme-en-bidouillage-par-charles-henri-gallois>

[5] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/374396>

[6] <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20140115trib000809625/pourquoi-le-pacte-de-responsabilite-va-nous-mener-a-la-recession.html>

[7] <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=EN>

[8] <http://www.upr.fr/actualite/france/les-divergences-competitivite-intra-zone-euro-folie-dun-taux-change-unique>

[9] <http://www.bfmtv.com/economie/cout-sauvetage-leuro-france-69-milliards-deuros-498270.html>